

# PRODUITS DU SOL, ENGRAIS ET PRODUITS CONNEXES

IDCC 1077

Brochure 3165

## TEXTE INTÉGRAL

14/11/2022

Entreprises de négoce et de l'industrie, commerce de gros grossiste, céréales, aliments pour bétail, animaux, vente en gros fourrage, pommes de terre, légumes secs, matières premières agricoles







**Titre Ier : Dispositions générales** ..... 1

Champ d'application ..... 1  
 Durée de la convention ..... 1  
 Révision ..... 1  
 Dénonciation ..... 1  
 Avantages acquis ..... 1

**Titre II : Liberté syndicale** ..... 1

Droit syndical ..... 1  
 Délégués syndicaux ..... 2  
 Congés éducation ..... 1  
 Panneaux d'affichage ..... 2

**Titre III : Délégués du personnel** ..... 2

Représentation du personnel ..... 2  
 Nombre de délégués ..... 2  
 Electeurs, éligibles ..... 2  
 Collèges électoraux ..... 3  
 Organisation des élections ..... 3  
 Panneaux d'affichage ..... 3  
 Bureau de vote ..... 3  
 Modalités de vote ..... 3  
 Contestations ..... 3  
 Durée du mandat ..... 3  
 Remplacement ..... 3  
 Attributions des délégués ..... 4  
 Réalisations sociales ..... 4  
 Réception des délégués ..... 4  
 Heures de délégation ..... 4  
 Local ..... 4  
 Licenciement ..... 4

**Titre IV : Comités d'entreprise** ..... 4

Institution du comité d'entreprise ..... 4  
 Composition du comité ..... 4  
 Comité d'établissement ..... 5  
 Attributions d'ordre social ..... 5  
 Attributions d'ordre économique ..... 5  
 Fonctionnement ..... 6  
 Commissions ..... 6  
 Indemnisation ..... 6  
 Comité central d'entreprise ..... 6  
 Règlement intérieur ..... 6  
 Financement ..... 6

**Titre V : Contrat de travail** ..... 6

Embauchage et période d'essai ..... 6  
 Classification hiérarchique et salaires ..... 7  
 Rupture du contrat de travail et préavis ..... 7  
 Indemnités de licenciement ..... 7  
 Ralentissement de l'activité entraînant des licenciements ..... 7  
 Personnel saisonnier et occasionnel ..... 7  
 Personnel à temps partiel ..... 8  
 Certificat de travail ..... 8  
 Appels sous les drapeaux et périodes militaires ..... 8  
 Départ en retraite ..... 8

**Titre VI : Durée du travail** ..... 8

Durée du travail et heures supplémentaires ..... 8  
 Jours fériés ..... 9  
 Travail du dimanche ..... 9  
 Travail de nuit ..... 9  
 Absence pour maladie et accident ..... 9  
 Absences fortuites ..... 9

**Titre VII : Congés** ..... 9

Congés payés ..... 9  
 Congés exceptionnels et payés ..... 10  
 Maladie ..... 10  
 Maternité ..... 10  
 Congé parental d'éducation ..... 11

**Titre VIII : Prime d'ancienneté** ..... 11

Prime d'ancienneté ..... 11  
 Définition de l'ancienneté ..... 11

**Titre IX : Hygiène et sécurité** ..... 11

**Titre X : Dispositions relatives aux femmes, aux jeunes travailleurs et aux personnes handicapées (1)** ..... 11

Dispositions relatives aux femmes et aux jeunes travailleurs ..... 11  
 Dispositions relatives aux personnes handicapées ..... 12

**Titre XI : Dispositions relatives à la formation professionnelle** ..... 12

**Titre XII : Conciliation** ..... 12

Commission paritaire de conciliation ..... 12

<b>Titre XIII : Commission paritaire de l'emploi</b> .....	12
<b>Titre XIV : Participation aux réunions paritaires</b> .....	12
<b>Titre XV : Dispositions finales</b> .....	12
Avenants .....	12
Dépôt .....	12
Adhésions ultérieures .....	12
Extension .....	12
<b>Textes Attachés</b> .....	12
Annexe I Classification à la convention collective nationale du 2 juillet 1980 .....	13
Classifications .....	13
Sous-annexe A .....	13
NIVEAU I OUVRIERS, NIVEAU II OUVRIERS QUALIFIES, NIVEAU III OUVRIERS HAUTEMENT QUALIFIES. ....	13
Niveau I employés, Niveau II employés qualifiés, Niveau III employés hautement qualifiés .....	14
Sous-Annexe B Filière maîtrise .....	14
Niveau I (coefficients 235 à 260) .....	14
Niveau II (coefficients 270 à 305) .....	14
Niveau III (coefficients 310 à 350). ....	14
Sous-annexe B Filière technicien .....	15
Niveau I (coefficients 235 à 260) Niveau II (coefficients 270 à 305) Niveau III (coefficients 310 à 350) .....	15
Sous-annexe C .....	15
Filière encadrement .....	16
Niveau I : cadres débutants .....	16
Niveau II : cadres confirmés. ....	16
Filière technique .....	16
Niveau I : ingénieurs débutants .....	16
Niveau II : ingénieurs et assimilés confirmés .....	16
Niveau III : cadres supérieurs. ....	16
Tableau récapitulatif des coefficients hiérarchiques .....	17
Annexe II à la convention collective nationale du 2 juillet 1980 .....	17
Salaires .....	17
Annexe III à la convention collective nationale du 2 juillet 1980 .....	17
PREVENTION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL AGRICOLE SUSCEPTIBLES D'ETRE PROVOQUES PAR LES ACCUMULATEURS DE MATIERES (ARRETE DU 28 MARS 1979 JONC 6 mai 1979) .....	17
PRÉVENTION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL AGRICOLE SUSCEPTIBLES D'ÊTRE PROVOQUÉS PAR LES ACCUMULATEURS DE MATIÈRES (ARRÊTÉ DU 28 MARS 1979 6 mai 1979) .....	18
PRÉVENTION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL AGRICOLE SUSCEPTIBLES D'ÊTRE PROVOQUÉS PAR LES ACCUMULATEURS DE MATIÈRES (ARRÊTÉ DU 28 MARS 1979 JONC 6 mai 1978) .....	18
Accord du 30 mai 1985 relatif à la formation professionnelle continue .....	18
Préambule .....	18
I. - Nature des actions de formation .....	18
II - Prise en considération de la qualification acquise du fait des actions de formation .....	19
III - Moyens reconnus aux délégués syndicaux et aux membres des comités d'entreprise pour l'accomplissement de leur mission dans le domaine de la formation .....	19
IV - Accueil et insertion des jeunes dans l'entreprise .....	19
V. - Durée et conditions d'application de l'accord, : négociations ultérieures .....	19
VI - Demande d'extension .....	19
Avenant n° 27 du 15 mai 1990 relatif aux classifications .....	19
Classifications .....	20
Accord du 7 mai 1996 relatif à l'aménagement du temps de travail .....	20
Chapitre Ier : Congés payés .....	20
Droit aux congés payés .....	20
Fractionnement et périodicité des congés .....	20
Fractionnement et cinquième semaine .....	20
Chapitre II : Durée du travail .....	20
Heures supplémentaires .....	20
Durée maximale .....	20
Contingent annuel .....	20
Dérogation à la durée quotidienne du travail, en périodes de pointe .....	20
Dérogation à la durée hebdomadaire du travail en périodes de pointe .....	21
Chapitre III : Modulations .....	21
Principes et règles des adaptations dans les entreprises .....	21
Modulation type 1 .....	21
Organisation, délais de prévenance .....	21
Rémunération .....	21
Régime du solde d'heures de dépassement .....	21
Modulation type 2 .....	22
Rémunération et repos compensateur .....	22
Contrepartie .....	22
Régime transitoire de sanction en cas de dépassement .....	22
Régime des heures supplémentaires en période de modulation .....	22
Bilan .....	22
Annualisation et réduction du temps de travail .....	22
Mesures législatives .....	22
Salariés n'ayant pas travaillé pendant la totalité de la période de modulation .....	22
Recours au chômage partiel .....	22
Encadrement .....	23

Chapitre IV : Périodes de pointe	23
Définition des périodes de pointe	23
Contingent spécial	23
Chapitre V : Repos hebdomadaire en périodes de pointe	23
Repos hebdomadaire	23
Repos compensateur	23
Chapitre VI : Dispositions diverses	23
Travail en équipes chevauchantes	23
Chapitre VII : Dispositions générales	23
Mise en oeuvre de l'accord	23
Rôle de la commission paritaire nationale	23
Dispositions similaires	23
Date d'entrée en vigueur	23
Extension	24
Avenant du 23 octobre 1996 à l'accord du 7 mai 1996 relatif à l'aménagement du temps de travail (Repos compensateur de remplacement)	24
Accord du 22 novembre 1995 relatif à la formation professionnelle continue	24
I. - Nature des actions de formation	24
II - Prise en considération de la qualification acquise du fait des actions de formation	24
III - Moyens reconnus aux délégués syndicaux et aux membres des comités d'entreprise pour l'accomplissement de leur mission dans le domaine de la formation	25
IV - Accueil et insertion des jeunes dans l'entreprise	25
V. - Formation professionnelle continue	25
VI - Durée et conditions d'application de l'accord, négociations ultérieures	25
Accord du 29 juillet 1998 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans le cadre de la loi n°98-461 du 13 juin 1998	26
Préambule	26
PREMIÈRE PARTIE : Dispositions communes	26
Chapitre Ier Dispositions relatives à l'organisation, l'aménagement et la réduction du temps de travail	26
Chapitre II : Contreparties à la réduction du temps de travail	28
Chapitre III Dispositions diverses	29
PREMIÈRE PARTIE : Dispositions communes Chapitre Ier Dispositions relatives à l'organisation, l'aménagement et la réduction du temps de travail	31
DEUXIÈME PARTIE : Dispositions particulières pour bénéficier des aides	31
Chapitre I : Réduction du temps de travail anticipée	31
Article 23 : Ampleur de la réduction pour les entreprises qui anticipent les échéances légales.	31
Chapitre II : Réduction du temps de travail anticipée, volet offensif	31
Chapitre III : Réduction du temps de travail anticipée, volet défensif	32
TROISIÈME PARTIE : Dispositions particulières pour bénéficier des allègements prévus par la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000	32
Article 26 : Entreprises concernées.	32
QUATRIÈME PARTIE : Dispositions générales	32
Article 30 : Suivi	32
Avenant du 19 janvier 1999 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail	33
Accord du 21 mai 1999 relatif au cahier des charges de la formation initiale et continue des chauffeurs	34
Préambule	34
TITRE Ier : Formation initiale minimale obligatoire des chauffeurs (Fimo)	34
Salariés concernés	34
Durée et contenu de la formation initiale minimale obligatoire (FIMO)	34
Réalisation de la formation initiale minimale obligatoire (FIMO)	35
Calendrier d'application pour la FIMO	35
Financement des frais de la formation initiale minimale obligatoire	35
TITRE II : Formation continue obligatoire de sécurité des chauffeurs (FCOS)	35
Calendrier d'application et périodicité de la FCOS	35
Durée minimale et contenu de la formation continue obligatoire (FCOS)	35
Réalisation de la formation continue obligatoire (FCOS)	35
Financement des frais de la formation continue obligatoire de sécurité	35
TITRE III : Dispositions diverses	35
Attestations de formation initiale et continue (FIMO et FCOS)	35
Commission paritaire nationale de suivi	36
Entrée en vigueur	36
Demande d'extension	36
Annexes	36
Accord du 26 janvier 2000 relatif à la réduction négociée du temps de travail dans le cadre de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000	42
Accord du 11 juillet 2001 relatif au contrat de travail intermittent	43
Clauses obligatoires du contrat de travail	43
Rémunération	43
Autres dispositions	44
Priorité d'affectation	44
Maintien des contrats en cours	44
Demande d'extension	44
Accord du 10 juillet 2002 relatif au travail de nuit	44
Préambule	44
Champ d'application	44
Définition de la période de nuit	44
Définition du travailleur de nuit habituel	44
Durée du travail de nuit	45
Compensation du travail de nuit	45
Conditions de travail des travailleurs de nuit	45

Protection de la santé des travailleurs de nuit .....	45
Définition des autres salariés travaillant de nuit sans être travailleur de nuit .....	46
Date d'entrée en vigueur et extension .....	46
Accord du 27 janvier 2004 relatif au travail de nuit .....	46
Préambule .....	46
Avenant du 30 mars 2004 relatif au départ à la retraite .....	46
Préambule .....	46
Accord du 26 avril 2005 relatif à la formation professionnelle .....	47
Préambule .....	47
Chapitre Ier : Dispositions générales .....	47
Champ d'application .....	47
Suivi .....	47
Entrée en vigueur .....	47
Durée et conditions d'application .....	47
Dépôt et extension .....	47
Chapitre II : Rôle et missions des instances paritaires .....	47
Commission paritaire nationale pour l'emploi .....	47
Observatoire des métiers et des qualifications .....	47
Conseil paritaire de la section professionnelle de la branche (SPP) .....	48
Rôle des représentants du personnel et du CE .....	48
Chapitre III : Dispositions relatives à la formation .....	48
Les actions prioritaires de la branche .....	48
Evaluation des formations .....	48
Avenant n° 2 du 30 mars 2005 à l'accord relatif à la formation initiale et continue des chauffeurs .....	48
Accord du 4 mars 2005 relatif à la négociation collective .....	49
Préambule .....	49
Chapitre Ier : Articulation entre les accords de branche et les accords d'entreprise .....	49
Chapitre II : Négociation collective dans les entreprises avec les représentants élus du personnel .....	49
Condition de la négociation .....	49
Commission nationale de validation .....	49
Chapitre III : Négociation collective dans les entreprises avec un salarié mandaté par un syndicat .....	50
Conditions de la négociation .....	50
Dispositions relatives aux négociateurs .....	50
Rôle de la commission nationale de validation et suivi des accords d'entreprise .....	50
Chapitre IV : Dispositions générales .....	50
Dépôt des accords d'entreprise .....	50
Révision, renouvellement et dénonciation des accords d'entreprise .....	50
Extension .....	51
Accord du 7 juillet 2005 relatif au droit individuel à la formation professionnelle .....	51
Préambule .....	51
Acquisition du droit au DIF .....	51
Exercice du droit au DIF .....	51
Nature des actions de formation éligibles au DIF .....	52
Réalisation de la formation et financement du DIF .....	52
Rémunération des heures de formation réalisées au titre du DIF .....	52
Information annuelle des salariés .....	52
Sort du DIF lors de la rupture du contrat de travail .....	52
Durée et entrée en vigueur .....	52
Dépôt et extension .....	52
Accord du 11 octobre 2005 relatif à la professionnalisation .....	52
Préambule .....	52
Chapitre Ier : Le contrat de professionnalisation .....	53
Objectifs .....	53
Durée et nature des contrats .....	53
Durée des formations .....	53
Nature des formations .....	53
Renouvellement du contrat .....	53
Rémunération .....	53
Chapitre II : Les périodes de professionnalisation .....	53
Objectifs .....	53
Bénéficiaires des périodes de professionnalisation .....	53
Objet des périodes de professionnalisation .....	53
Processus de mise en oeuvre .....	54
Simultanéité des absences .....	54
Réalisation de la formation .....	54
Procédure .....	54
Chapitre III : Le tutorat .....	54
Dispositions relatives aux tuteurs .....	54
Chapitre IV : Dispositions générales .....	54
Dispositions financières .....	54
Consultation des représentants du personnel .....	54
Durée et entrée en vigueur .....	55
Dépôt et extension .....	55
Dispositions financières spécifiques pour la FNA .....	55
Dispositions financières spécifiques pour la FEDEPOM .....	55
Avenant n° 1 du 25 avril 2006 à l'accord du 7 juillet 2005 relatif au DIF .....	55

Préambule .....	55
Modification de l'article 1er ' Acquisition du droit au DIF ' .....	55
Dépôt et extension .....	55
Avenant n° 4 du 6 juillet 2006 à l'accord du 29 juillet 1998 relatif à la réduction et à l'aménagement du temps de travail (ARTT), portant sur l'extension du forfait annuel en jours .....	55
Préambule .....	56
Chapitre Ier : Extension du forfait annuel en jours .....	56
Salariés non cadres concernés .....	56
Conditions de mise en place .....	56
Gestion du forfait .....	56
Chapitre II : Dispositions générales .....	56
Durée et entrée en vigueur .....	56
Révision et dénonciation .....	56
Dépôt et extension .....	56
Accord du 6 juillet 2006 relatif au compte épargne-temps .....	56
Préambule .....	57
Objet du compte épargne-temps .....	57
Mise en place .....	57
Salariés bénéficiaires .....	57
Alimentation du compte épargne-temps à l'initiative du salarié .....	57
Utilisation du compte épargne-temps .....	57
Gestion du compte épargne-temps .....	58
Modalités de valorisation des éléments affectés au compte épargne-temps .....	58
Plafond du compte épargne-temps .....	58
Rupture du contrat et transfert du compte épargne-temps .....	58
Durée et entrée en vigueur .....	58
Révision et dénonciation .....	58
Dépôt .....	58
Avenant n° 3 du 11 octobre 2006 à l'accord du 21 mai 1999 relatif à la formation initiale et continue des chauffeurs .....	58
Préambule .....	58
Dépôt et extension .....	59
Accord du 30 novembre 2007 relatif à la gestion de l'emploi des seniors .....	59
Préambule .....	59
Accord du 5 octobre 2010 relatif à la formation professionnelle .....	61
Préambule .....	61
Accord du 4 mai 2011 relatif aux régimes de prévoyance pour les salariés non cadres .....	61
Préambule .....	61
Avenant n° 1 du 1er juillet 2011 à l'accord du 4 mai 2011 relatif à la prévoyance .....	65
Préambule .....	65
Accord du 11 septembre 2015 relatif à la création d'une contribution conventionnelle supplémentaire .....	66
Préambule .....	66
Accord du 11 juillet 2017 relatif à la mise en place de la CPPNI .....	67
Préambule .....	67
Accord du 11 juillet 2017 relatif à un régime de prévoyance pour les non cadres .....	68
Préambule .....	68
Accord du 5 juillet 2018 relatif au maintien d'une contribution conventionnelle supplémentaire .....	73
Préambule .....	73
Accord du 5 juillet 2018 relatif à la négociation collective au sein de la CPPNI .....	73
Préambule .....	73
Annexe .....	75
Avenant n° 1 du 6 décembre 2018 à l'accord du 11 juillet 2017 relatif à un régime de prévoyance pour les non-cadres .....	75
Préambule .....	75
Accord du 6 décembre 2018 relatif à la désignation de l'opérateur de compétences (OPCO) .....	75
Avenant du 7 mai 2019 à l'accord du 11 juillet 2001 relatif au contrat de travail intermittent .....	76
Préambule .....	76
Accord du 26 septembre 2019 relatif aux forfaits annuels en jours .....	77
Préambule .....	77
Annexes .....	79
Accord du 20 février 2020 relatif à la création d'un observatoire paritaire prospectif interbranches des emplois, des métiers et des qualifications .....	79
Préambule .....	80
Accord du 10 septembre 2020 relatif au maintien d'une contribution conventionnelle supplémentaire .....	81
Préambule .....	81
Accord du 3 décembre 2020 relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes .....	82
Préambule .....	82
Accord du 3 décembre 2020 relatif aux forfaits annuels en heures .....	85
Préambule .....	85
Avenant du 9 décembre 2021 à l'accord du 26 septembre 2019 relatif aux forfaits annuels en jours .....	87
Préambule .....	87
Avenant du 18 janvier 2022 à l'accord du 11 juillet 2017 relatif à un régime de prévoyance pour les non-cadres .....	87
Préambule .....	88
Avenant du 11 juillet 2022 à l'avenant du 9 décembre 2021 relatif aux forfaits annuels en jours .....	90
Préambule .....	90
<b>Textes Salaires</b> .....	90
Avenant n° 45 du 26 janvier 2000 relatif aux salaires à compter du 1er février 2000 .....	90
Annexe .....	90

Annexe II Avenant n° 46 du 7 juillet 2000 relatif aux salaires (base 39 heures)	91
Salaires et grilles à compter du 1er juillet 2000 (base 39 heures)	91
Annexe II Avenant n° 48 du 11 juillet 2001 relatif aux salaires (base 35 heures)	92
Salaires et grilles à compter du 1er juillet 2001 (base 35 heures)	92
Avenant n° 53 du 7 juillet 2005 relatif aux salaires à compter du 1er juillet 2005 (base 35 heures)	92
Salaires à compter du 1er juillet 2005 (base 35 heures)	92
Avenant n° 54 du 1 juillet 2006 relatif aux salaires	93
Grille de salaires applicable au 1er juillet 2006 base 35 heures	93
Avenant « Salaires » n° 55 du 3 juillet 2007	93
Avenant n° 56 du 4 juillet 2008 relatif aux salaires au 1er juillet 2008	94
Annexe	94
Avenant n° 57 du 8 juillet 2009 relatif aux salaires au 1er juillet 2009	95
Annexe	95
Avenant n° 58 du 12 janvier 2010 relatif aux salaires au 1er janvier 2010	96
Annexe	96
Avenant n° 59 du 13 janvier 2011 relatif aux salaires minima au 1er janvier 2011	96
Annexe	97
Avenant n° 60 du 5 janvier 2012 relatif aux salaires minima au 1er janvier 2012	97
Annexe	97
Avenant n° 61 du 18 octobre 2012 relatif aux salaires minima au 1er octobre 2012	98
Annexe	98
Avenant n° 62 du 15 janvier 2014 relatif aux salaires minima pour l'année 2014	99
Annexe	99
Avenant n° 63 du 15 janvier 2015 relatif aux salaires minima pour l'année 2015	99
Annexe	100
Avenant n° 64 du 19 janvier 2016 relatif aux salaires minima pour l'année 2016	100
Annexe	100
Avenant n° 65 du 25 janvier 2017 relatif aux salaires minima au 1er février 2017	101
Annexe	101
Avenant n° 66 du 17 janvier 2018 relatif aux salaires au 1er janvier 2018	102
Annexe	102
Avenant n° 67 du 18 janvier 2019 relatif aux salaires à compter du 1er janvier 2019	102
Annexe	103
Avenant n° 68 du 16 janvier 2020 relatif aux salaires au 1er janvier 2020	103
Annexe	104
Avenant n° 69 du 9 décembre 2021 relatif aux salaires au 1er novembre 2021	104
Annexe	105
Avenant n° 70 du 18 janvier 2022 relatif aux salaires conventionnels au 1er janvier 2022	105
Annexe	105
<b>Accord national professionnel du 17 février 1993 portant création du fonds d'assurance formation (FAF). Etendu par arrêté du 27 mai 1993 JORF 30 mai 1993.</b>	106
<b>Création d'un FAF professionnel</b>	106
<b>Objet du FAF</b>	106
<b>Ressources du FAF</b>	106
<b>Financement du FAF par les entreprises</b>	106
<b>Mutualisation globale</b>	107
<b>Membres du FAF</b>	107
<b>Administration du FAF</b>	107
<b>Pouvoirs du conseil de gestion</b>	107
<b>Gestion technique</b>	107
<b>Comptabilité</b>	107
<b>Dissolution</b>	107
<b>Extension</b>	107
(Additif relatif au financement du congé individuel de formation).	107
<b>Accord national professionnel relatif aux objectifs de la formation professionnelle. Etendu par arrêté du 5 mai 1997 JORF 15 mai 1997.</b>	107
<b>Préambule</b>	107
<b>Adhésion à Intergros.</b>	108
<b>Champ d'application.</b>	108
<b>Versement des contributions affectées aux contrats d'insertion en alternance.</b>	108
<b>Du plan de formation des entreprises employant moins de dix salariés.</b>	108
<b>Du plan de formation des entreprises employant au minimum dix salariés.</b>	108
<b>De la fongibilité des contributions des entreprises.</b>	108
<b>Du capital de temps de formation</b>	108
<b>Certificat de qualification professionnelle (CQP).</b>	109
<b>Du développement de l'apprentissage.</b>	109
<b>Textes parus au JORF</b>	JO-1
<b>Nouveautés</b>	NV-1
<b>Avenant n°71 salaires octobre 2022 (27 septembre 2022)</b>	NV-1
<b>Liste des sigles</b>	SIG-1
<b>Liste thématique</b>	THEM-1
<b>Liste chronologique</b>	CHRO-1
<b>Index alphabétique</b>	ALPHA-1

# Convention collective nationale des entreprises du négoce et de l'industrie des produits du sol, engrais et produits connexes du 2 juillet 1980.

Signataires	
Organisations patronales	Inac (Inac-Céréales, Inac-Appro, Inac-Oléo Protéagineux) (1) ; Fédération nationale du légume sec ; Fédération nationale du négoce et de l'industrie des pailles et fourrages.
Organisations de salariés	Fédération générale agro-alimentaire CFDT ; Fédération des employés, travailleurs et agents de maîtrise CFTC ; Fédération nationale des cadres de l'alimentation CGC ; Fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et secteurs connexes FO.

## Titre Ier : Dispositions générales

### Champ d'application

#### Article 1er

En vigueur étendu

Modifié par Avenant n° 24 du 23-5-1989 étendu par arrêté du 8-12-1989 JORF 22-12-1989

La présente convention règle, sur l'ensemble du territoire national, les rapports entre employeurs et salariés travaillant dans les établissements dont l'activité ressort aux chapitres suivants de la nomenclature d'activités et produits établie par l'INSEE :

57-01 Commerce de gros des matières premières agricoles mais uniquement pour le commerce de gros de céréales, aliments pour le bétail, pailles et fourrages, engrais et pommes de terre et légumes en gros mais pour ces derniers uniquement pour les échalottes, aux et oignons.

57-11 Commerce de gros spécialisés en produits alimentaires mais uniquement pour le commerce de gros de légumes secs.

39-08 Fabrication d'aliments pour animaux mais uniquement pour la production de luzernes déshydratées.

Les numéros de l'INSEE sont donnés à titre indicatif.

Dans le cas d'entreprises à activités multiples (activités de commerce de gros, activités de prestations de service, de commerces de détail, de production, de commercialisation ou de transformation d'articles relevant de branches différentes), la convention collective s'appliquera en fonction de l'activité principale déterminée selon les règles de la jurisprudence de la Cour de cassation, notamment chiffre d'affaires et salaires versés au titre de telle ou telle fonction économique.

#### Article 1er

En vigueur non étendu

Modifié par Avenant du 23-10-1996 en vigueur à l'extension BOCC 97-18.

La présente convention collective règle sur l'ensemble du territoire national et des départements d'outre-mer les rapports entre employeurs et salariés travaillant dans les établissements dont l'activité relève des entreprises de négoce agricole et de l'industrie des produits du sol, engrais et produits connexes.

Les activités concernées sont les suivantes :

- commerce de gros : elles s'entendent pour les produits et services à destination ou en provenance des exploitations agricoles et portent exclusivement sur :

1. Engrais, produits phytosanitaires, aliments du bétail ;
2. Céréales, oléagineux, protéagineux ;
3. Echalotes, aux, oignons ;
4. Pailles et fourrages ;
5. Légumes secs ;
6. Pommes de terre et plants ;

- industrie : fabrication d'aliments pour animaux mais uniquement pour les productions de luzernes déshydratées.

Pour les entreprises qui exercent de multiples activités dont certaines ne relèvent pas du présent champ d'application, la présente convention s'appliquera en fonction de l'activité principale déterminée par le chiffre d'affaires.

Les codes NAF-NAP auxquels il peut être fait référence, à titre indicatif, sont les suivants : 512 A, 513 A, 515 L, 157 A, 156 B.

### Durée de la convention

#### Article 2

En vigueur étendu

La présente convention est conclue pour une durée d'un an, à compter du 1er juillet 1980.

Elle se poursuivra ensuite, d'année en année, par tacite reconduction.

### Révision

## Article 3

En vigueur étendu

En cas de révision, celle-ci devra être demandée par l'une des organisations syndicales contractantes, au moins deux mois avant la date d'échéance annuelle.

La demande de révision sera adressée, par pli recommandé, avec accusé de réception, à chacune des organisations contractantes et accompagnée d'un projet de modification.

Les pourparlers commenceront un mois, au plus tard, après la demande de révision.

En tout état de cause, la présente convention restera en vigueur jusqu'à la mise en application de celle qui lui sera substituée.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux révisions relatives aux salaires conventionnels qui peuvent se faire à tout moment sur demande d'une des organisations, adressée par pli recommandé à chacune des autres organisations contractantes. Dans ce cas, la commission mixte nationale se réunira dans un délai maximum d'un mois.

## Dénonciation

### Article 4

En vigueur étendu

Chacune des organisations signataires peut dénoncer la présente convention, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque organisation signataire trois mois avant la date de son expiration.

La partie ou les parties contractantes qui dénoncent la présente convention totalement ou partiellement s'engagent, à la demande des autres parties, à la négociation d'une nouvelle convention ou de la partie de la convention dénoncée dans un délai d'un mois, à partir de la date de la dénonciation.

Un délai maximum de trente-six mois est prévu pour mener à bien ces nouvelles négociations pendant lesquelles la présente convention restera en vigueur.

Toutefois, en cas de dénonciation totale ou partielle par l'une seulement des parties, les autres contractants auront la possibilité de convenir, avant l'expiration du délai de préavis, du maintien en ce qui les concerne, des dispositions de la présente convention.

## Avantages acquis

### Article 5

En vigueur étendu

La présente convention ne peut être l'occasion d'une réduction des avantages acquis individuellement ou collectivement.

La présente convention annule et remplace les accords ou conventions conclus antérieurement.

Des accords particuliers pourront aménager les dispositions de la présente convention conformément à la loi du 11 février 1950.

Des avenants d'entreprises seront notamment conclus de façon à garantir les avantages obtenus antérieurement à la présente convention par l'application d'accords ou de conventions locales ou départementales.

Toutefois, les avantages reconnus soit par la présente convention, soit par les avenants, ne peuvent en aucun cas s'ajouter à ceux déjà accordés pour le même objet.

## Titre II : Liberté syndicale

### Droit syndical

#### Article 6

En vigueur étendu

L'exercice du droit syndical est reconnu dans toutes les entreprises, dans les conditions prévues par le chapitre II, titre Ier, du livre IV du code du travail relatif à l'exercice du droit syndical dans les entreprises et par les textes subséquents.

### Délégués syndicaux

#### Article 7

Liste thématique

Theme	Titre	Article	Page
Accident du travail	Absence pour maladie et accident (Convention collective nationale des entreprises du négoce et de l'industrie des produits du sol, engrais et produits connexes du 2 juillet 1980.)	Article 51	9
	Absence pour maladie et accident (Convention collective nationale des entreprises du négoce et de l'industrie des produits du sol, engrais et produits connexes du 2 juillet 1980.)	Article 51	9
	Garanties pour le personnel non cadre (Accord du 11 juillet 2017 relatif à un régime de prévoyance pour les non cadres)	Article 3	69
	Maladie (Convention collective nationale des entreprises du négoce et de l'industrie des produits du sol, engrais et produits connexes du 2 juillet 1980.)	Article 55	10
	Protection de la santé des travailleurs de nuit (Accord du 10 juillet 2002 relatif au travail de nuit)	Article 7	45
Arrêt de travail, Maladie	Absence pour maladie et accident (Convention collective nationale des entreprises du négoce et de l'industrie des produits du sol, engrais et produits connexes du 2 juillet 1980.)	Article 51	9
	Garanties pour le personnel non cadre (Accord du 11 juillet 2017 relatif à un régime de prévoyance pour les non cadres)	Article 3	69
	Maladie (Convention collective nationale des entreprises du négoce et de l'industrie des produits du sol, engrais et produits connexes du 2 juillet 1980.)	Article 55	10
Astreintes	Chapitre III Dispositions diverses (Accord du 29 juillet 1998 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans le cadre de la loi n°98-461 du 13 juin 1998)	Article 10	10
Champ d'application	Champ d'application (Convention collective nationale des entreprises du négoce et de l'industrie des produits du sol, engrais et produits connexes du 2 juillet 1980.)	Article 1	1
	Champ d'application (Convention collective nationale des entreprises du négoce et de l'industrie des produits du sol, engrais et produits connexes du 2 juillet 1980.)	Article 1	1
Chômage partiel	Avenant du 19 janvier 1999 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail (Avenant du 19 janvier 1999 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail)	Article 1	1
	Chapitre Ier Dispositions relatives à l'organisation, l'aménagement et la réduction du temps de travail (Accord du 29 juillet 1998 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans le cadre de la loi n°98-461 du 13 juin 1998)	Article 1	1
	Recours au chômage partiel (Accord du 7 mai 1996 relatif à l'aménagement du temps de travail)	Article 1	1
Congés annuels	Congés payés (Convention collective nationale des entreprises du négoce et de l'industrie des produits du sol, engrais et produits connexes du 2 juillet 1980.)	Article 1	1
Congés exceptionnels	Congés exceptionnels et payés (Convention collective nationale des entreprises du négoce et de l'industrie des produits du sol, engrais et produits connexes du 2 juillet 1980.)	Article 1	1
Démission	Sort du DIF lors de la rupture du contrat de travail (Accord du 7 juillet 2005 relatif au droit individuel à la formation professionnelle)	Article 1	1
Harcèlement	Lutte contre le harcèlement sexuel, les agissements sexistes et la violence sexuelle (Accord du 3 décembre 2020 relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes)	Article 1	1
Indemnités de licenciement	Indemnités de licenciement (Convention collective nationale des entreprises du négoce et de l'industrie des produits du sol, engrais et produits connexes du 2 juillet 1980.)	Article 1	1
Maternité, Adoption	Congé parental d'éducation (Convention collective nationale des entreprises du négoce et de l'industrie des produits du sol, engrais et produits connexes du 2 juillet 1980.)	Article 1	1
Période d'essai			
Préavis en rupture du contrat de travail			
Prime, Gratification, Treizième			

Liste chronologique

Date	Texte	Page
1980-07-02	Annexe I Classification à la convention collective nationale du 2 juillet 1980	12
	Annexe II à la convention collective nationale du 2 juillet 1980	17
	Annexe III à la convention collective nationale du 2 juillet 1980	17
	Convention collective nationale des entreprises du négoce et de l'industrie des produits du sol, engrais et produits connexes du 2 juillet 1980.	1
1985-05-30	Accord du 30 mai 1985 relatif à la formation professionnelle continue	18
1990-05-15	Avenant n° 27 du 15 mai 1990 relatif aux classifications	19
1993-02-17	Accord national professionnel du 17 février 1993 portant création du fonds d'assurance formation (FAF). Etendu par arrêté du 27 mai 1993 JORF 30 mai 1993.	106
1995-11-22	Accord du 22 novembre 1995 relatif à la formation professionnelle continue	24
1996-05-07	Accord du 7 mai 1996 relatif à l'aménagement du temps de travail	20
1996-10-23	Avenant du 23 octobre 1996 à l'accord du 7 mai 1996 relatif à l'aménagement du temps de travail (Repos compensateur de remplacement)	23
1996-12-05	Accord national professionnel relatif aux objectifs de la formation professionnelle. Etendu par arrêté du 5 mai 1997 JORF 12 mai 1997	25
1998-07-29	Accord du 29 juillet 1998 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans le cadre de la loi n°98-461 du 10 juin 1998	26
1999-01-19	Avenant du 19 janvier 1999 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail	27
1999-05-21	Accord du 21 mai 1999 relatif au cahier des charges de la formation initiale et continue des chauffeurs	28
2000-01-26	Accord du 26 janvier 2000 relatif à la réduction négociée du temps de travail dans le cadre de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 Avenant n° 45 du 26 janvier 2000 relatif aux salaires à compter du 1er février 2000	29
2000-07-07	Annexe II Avenant n° 46 du 7 juillet 2000 relatif aux salaires (base 39 heures)	30
2001-07-11	Accord du 11 juillet 2001 relatif au contrat de travail intermittent	31
	Annexe II Avenant n° 48 du 11 juillet 2001 relatif aux salaires (base 35 heures)	
2002-07-10	Accord du 10 juillet 2002 relatif au travail de nuit	32
2004-01-27	Accord du 27 janvier 2004 relatif au travail de nuit	33
2004-03-30	Avenant du 30 mars 2004 relatif au départ à la retraite	34
2005-03-04	Accord du 4 mars 2005 relatif à la négociation collective	35
2005-03-30	Avenant n° 2 du 30 mars 2005 à l'accord relatif à la formation initiale et continue des chauffeurs	36
2005-04-26	Accord du 26 avril 2005 relatif à la formation professionnelle	37
	Accord du 7 juillet 2005 relatif au droit individuel à la formation professionnelle	
2005-07-07	Avenant n° 53 du 7 juillet 2005 relatif aux salaires à compter du 1er juillet 2005 (base 35 heures)	38
	Accord du 11 octobre 2005 relatif à la professionnalisation	
2006-04-25	Avenant n° 1 du 25 avril 2006 à l'accord du 7 juillet 2005 relatif au DIF	39
2006-07-01	Avenant n° 54 du 1 juillet 2006 relatif aux salaires	40
	Accord du 6 juillet 2006 relatif au compte épargne-temps	
2006-07-06	Avenant n° 4 du 6 juillet 2006 à l'accord du 29 juillet 1998 relatif à la réduction et à l'aménagement du temps de travail dans le cadre de la loi n° 98-461 du 10 juin 1998 et à l'extension du forfait annuel en jours	41
2006-10-11	Avenant n° 3 du 11 octobre 2006 à l'accord du 21 mai 1999 relatif à la formation initiale et continue des chauffeurs	42
2007-07-07	Avenant n° 55 du 3 juillet 2007	43
2007-11-30		
2008-07-01		
2009-07-01		
2010-01-11		
2010-08-11		
2010-10-01		
2011-01-11		
2011-05-01		
2011-06-01		
2011-07-01		
2011-12-21		
2012-01-01		
2012-06-11		
2012-10-11		
2013-03-21		
2014-01-11		
2014-08-21		
2015-01-11		
2015-09-11		
2015-12-21		
2016-01-01		
2016-01-11		

# PRODUITS DU SOL, ENGRAIS ET PRODUITS CONNEXES

IDCC 1077

Brochure 3165

## SYNTHÈSE

14/11/2022

Entreprises de négoce et de l'industrie, commerce de gros grossiste, céréales, aliments pour bétail, animaux, vente en gros fourrage, pommes de terre, légumes secs, matières premières agricoles

Remarques .....

I. Signataires .....

- a. **Organisations patronales** .....
- b. **Syndicats de salariés** .....

II. Champ d'application .....

- a. **Champ d'application professionnel** .....
- i. Dispositions étendues .....
- ii. Dispositions non étendues .....
- b. **Champ d'application territorial** .....

III. Contrat de travail - Essai .....

- a. **Contrat de travail** .....
- b. **Contrat de travail intermittent** .....
- c. **Période d'essai** .....
- d. **Ancienneté** .....

IV. Classification .....

- a. **Ouvriers et employés** .....
- b. **Agents de maîtrise et techniciens** .....
- c. **Cadres** .....

V. Salaires et indemnités .....

- a. **Salaires minima, mensuel puis horaire** .....
- b. **Prime d'ancienneté** .....
- c. **Contreparties à la RTT** .....
- d. **Rémunération du travail du dimanche ou d'un jour férié** .....
- e. **Rémunération du travail de nuit** .....

VI. Temps de travail, repos et congés .....

- a. **Temps de travail** .....
- i. Durée conventionnelle du travail .....
- ii. Heures supplémentaires .....
- iii. Astreintes .....
- iv. Modalités de mise en oeuvre de la RTT .....
- v. Conventions de forfait .....
- vi. Temps partiel .....
- vii. Travail intermittent .....
- viii. Travail de nuit .....
- b. **Repos et jours fériés** .....
- i. Repos quotidien et hebdomadaire .....
- ii. Jours fériés .....
- c. **Congés** .....
- i. Congés payés .....
- ii. Congés pour événements personnels .....
- iii. Compte épargne-temps (CET) (accord du 6 juillet 2006 non étendu) .....

VII. Déplacements professionnels .....

VIII. Formation professionnelle .....

- a. **Opérateur de Compétences (OPCO)** .....
- b. **Le compte personnel de formation (CPF) ( ex DIF)** .....
- c. **Les contrats de professionnalisation** .....
- i. Durée du contrat de professionnalisation .....
- ii. Rémunération .....
- iii. Fonction tutorale .....
- d. **Mise en oeuvre de la reconversion ou promotion par alternance (Pro-A)** .....
- i. Les bénéficiaires et les objectifs de la reconversion ou promotion par alternance (Pro-A) .....
- ii. Durée de la Pro-A .....
- iii. Le tutorat .....
- iv. les actions de formation éligibles .....
- e. **Contribution financière conventionnelle** .....
- f. **L'apprentissage** .....
- g. **Le bilan de compétences** .....
- h. **Les certificats de qualification professionnelle (CQP)** .....

IX. Maladie, accident du travail, maternité .....

- a. **Maladie et accident** .....
- i. Garantie d'emploi .....
- ii. Indemnisation .....
- b. **Maternité** .....
- i. Réduction d'horaire .....
- ii. Indemnisation du congé de maternité, paternité (congé paternité en cas d'hospitalisation de l'enfant au titre de l'article D 1225-8-1 du code du travail inclus) et d'adoption .....

X. Retraite complémentaire, prévoyance .....

- a. **Retraite complémentaire** .....
- b. **Régime de prévoyance des non-cadres** .....
- i. Institutions de prévoyance .....
- ii. Bénéficiaires du régime .....
- iii. Garanties .....
- iv. Salaire de référence .....
- v. Cotisations .....
- vi. Maintien des garanties après rupture du contrat de travail : la portabilité .....

vii. Maintien des garanties en cas de suspension du contrat de travail .....

**XI. Rupture du contrat** .....

**a. Préavis de démission ou de licenciement** .....

- i. Durée du préavis de démission ou de licenciement .....
- ii. Heures de liberté pour recherche d'emploi .....

**b. Indemnité de licenciement** .....

**c. Retraite** .....

- i. Préavis .....
- ii. Départ volontaire à la retraite .....
- iii. Mise à la retraite à l'initiative de l'employeur .....

## Remarques

Pour vous permettre de savoir à qui et quand doit-on appliquer les dispositions, par principe, sauf disposition contraire, par application des dispositions légales :

- les accords doivent être appliqués par les adhérents des organisations patronales signataires à partir du jour qui suit leur dépôt (quand elle est renseignée, nous indiquons la date). Le texte concerné sera reproduit en italique.
- lorsque l'accord nécessite un agrément, seul son obtention rend opposable le texte aux adhérents des organisations patronales signataires. La référence de l'agrément sera alors mentionnée.
- les non adhérents doivent appliquer le contenu de l'accord au lendemain de la publication au JORF de son arrêté d'extension. Le texte concerné sera reproduit en caractère droit.

Pour optimiser l'efficacité de la portée des alertes, y seront mentionnées les organisations patronales signataires.

## I. Signataires

### a. Organisations patronales

Inac (Inac-Céréales, Inac-Appro, Inac-Oléo Protéagineux) devenu Fédération du négoce agricole (FNA)

Fédération nationale du légume sec

Fédération nationale du négoce et de l'industrie des pailles et fourrages

Fédération nationale des syndicats de négociants en pommes de terre et légumes en gros (adhésion)

### b. Syndicats de salariés

Fédération générale agroalimentaire C.F.D.T.

Fédération des employés, travailleurs et agents de maîtrise C.F.T.C.

Fédération nationale des cadres de l'alimentation C.G.C.

Fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et secteurs connexes F.O.

## II. Champ d'application

### a. Champ d'application professionnel

#### i. Dispositions étendues

La Convention collective s'applique aux établissements ayant les codes A.P.E. suivants :

- 5701 : commerce de gros des matières premières agricoles, mais uniquement pour le commerce de gros de céréales, aliments pour le bétail, pailles et fourrages, engrais et pommes de terre et légumes en gros mais pour ces derniers uniquement pour les échalotes, aulx et oignons ;
- 5711 : commerce de gros spécialisés en produits alimentaires, mais uniquement pour le commerce de gros de légumes secs ;
- 3908 : fabrication d'aliments pour animaux, mais uniquement pour la production de luzernes déshydratées.

#### ii. Dispositions non étendues

La Convention collective s'applique (avenant du 23 octobre 1996 non étendu) aux établissements dont l'activité relève des entreprises de négoce agricole et de l'industrie des produits du sol, engrais et produits connexes, et ayant, à titre indicatif, les codes NAF suivants : 51-2 A, 51-3 A, 51-5 L, 15-7 A, 15-6 B.

Activités concernées :

- **Commerce de gros** : elles s'entendent pour les produits et services à destination ou en provenance des exploitations agricoles et portent exclusivement sur :

1. Engrais, produits phytosanitaires, aliments du bétail ;
2. Céréales, oléagineux, protéagineux ;
3. Échalotes, aulx, oignons ;
4. Pailles et fourrages ;
5. Légumes secs ;
6. Pommes de terre et plants.

- **Industrie** : fabrication d'aliments pour animaux mais uniquement pour les

productions de luzernes déshydratées.

### b. Champ d'application territorial

Ensemble du territoire national (et DOM selon l'avenant du 23 octobre 1996 non étendu).

## III. Contrat de travail - Essai

### a. Contrat de travail

Chaque engagement est confirmé par une lettre ou un contrat d'engagement portant référence à la présente convention et dans lequel seront précisés : le titre de l'intéressé, son emploi, son coefficient hiérarchique et les éléments du salaire afférent à sa qualité professionnelle.

### b. Contrat de travail intermittent

Voir Travail intermittent dans VI. Temps de travail, repos et congés .

### c. Période d'essai

Les durées de la période d'essai indiquées par la présente convention collective n'étant plus applicables depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2009, il convient de faire application des dispositions légales :

Catégorie	Durée maximale initiale de la période d'essai (*)	Renouvellement de la période d'essai (*)	Durée maximale de la période d'essai, renouvellement compris
Ouvriers et employés	2 mois	La période d'essai peut être renouvelée 1 fois.	4 mois
Agents de maîtrise et techniciens	3 mois		6 mois
Cadres	4 mois		8 mois

(\*) La période d'essai et la possibilité de la renouveler doivent être expressément stipulées dans la lettre d'engagement ou le contrat de travail.

La durée du stage intégré à un cursus pédagogique réalisé lors de la dernière année d'études au sein de l'entreprise d'embauche est déduite de la période d'essai, sans que cela ait pour effet de réduire cette dernière de plus de la moitié, sauf accord collectif prévoyant des stipulations plus favorables, lorsque l'embauche intervient au plus tard dans un délai de 3 mois calendaires à l'issue de la période de stage.

Pendant l'essai, les parties peuvent se séparer sans préavis ni indemnité.

### d. Ancienneté

L'ancienneté s'apprécie :

- au 1<sup>er</sup> jour du mois d'embauche lorsque celle-ci a lieu dans la 1<sup>ère</sup> quinzaine du mois ;
- au 1<sup>er</sup> jour du mois suivant celui de la date d'embauche lorsque celle-ci a lieu dans la 2<sup>ème</sup> quinzaine du mois.

Par ancienneté dans l'entreprise, il convient d'entendre :

- la présence continue au titre du contrat en cours ;
- la durée des contrats saisonniers et occasionnels ;
- la durée des contrats antérieurs, à l'exclusion toutefois de ceux qui auraient été rompus pour faute grave ou pour démission du salarié.
- les périodes de suspension du contrat de travail (à savoir : les périodes de maladie et d'accident ; les périodes militaires obligatoires ; les périodes de repos des femmes en couches ; les congés de formation ; les congés d'éducation ouvrière ; les congés sans traitement des mères de famille).

Tout salarié faisant le choix de prendre un congé parental total verra son ancienneté prise en compte intégralement pour les 6 premiers mois de ce congé (accord du 3 décembre 2020 étendu par l'arrêté du 17 septembre 2021, JORF du 29 septembre 2021, en vigueur le 16 avril 2021, quel que soit l'effectif).

## IV. Classification

### a. Ouvriers et employés

Catégorie	Niveau	Echelon	Coef.	Exemples d'emplois
-----------	--------	---------	-------	--------------------